



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 25/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur

**GÉORISQUES**

**HFM**

Chemin de la Briqueterie  
77138 LUZANCY

Références : E/23-0183  
Code AIOT : 0006515524

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2022 dans l'établissement anciennement exploité par la société HFM, Chemin de l'Usine à LUZANCY (77138). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 28 novembre 2022 avait lieu dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HFM
- Chemin de l'Usine 77138 LUZANCY
- Code AIOT : 0006515524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HFM, créée en 2011, est spécialisée dans la récupération de métaux et de déchets de métaux ou d'alliages de résidus métalliques non dangereux et de batteries usagées. L'établissement exploité à Luzancy était situé sur une parcelle d'une ancienne briqueterie en bord de Marne.

La société HFM bénéficiait pour l'exploitation de ses installations relevant du régime de la déclaration des récépissés suivants :

- 2011/DRIEE/UT77/172 du 07 décembre 2011, pour les activités visées par la rubrique 2713 « installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux »,
- 2013/DRIEE/UT77/149 du 09 octobre 2013 pour les activités visées par la rubrique 2718 « Installation de transit, regroupement de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ».

Par ailleurs, la société HFM bénéficiait de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2014/DRIEE/UT77/039 du 13 mars 2014 autorisant l'exploitation d'une installation de traitement de véhicules hors d'usage visée par la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées et portant agrément d'un centre VHU.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité d'une ICPE soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L. 512-7-6 et R. 512-46-25 à R. 512-46-28	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection réalisée le 28 novembre 2022, que l'établissement anciennement exploité par la société HFM, Chemin de l'Usine à Luzancy (77138), est désormais exploité dans le cadre de nouvelles activités par une autre société et qu'aucune activité relevant de la nomenclature des installations classées n'est désormais exercée à l'adresse de cet établissement.

Compte tenu de ces constats, il convient par conséquent de prendre acte de la cessation définitive des activités précédemment déclarées et enregistrées, bien que cette cessation d'activité n'ait jamais fait l'objet d'une déclaration par son exploitant, telle que prévue par les dispositions du Code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activité d'une ICPE soumise à enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/12/2020, articles L. 512-7-6 et R. 512-46-25 à R. 512-46-28
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>L. 512-7-6</u>  Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.  À défaut d'accord entre les personnes mentionnées au premier alinéa, lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.  [...]  <u>R. 512-46-25</u>  I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie

au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.

**Constats :**

Lors de l'inspection effectuée le 28 novembre 2022, il a été constaté qu'à l'adresse de l'établissement précédemment exploité par la société HFM, Chemin de l'Usine à Luzancy (77138), était désormais exploitée une activité de location de camions et de véhicules industriels par la société WIAME FILS.

Aucune activité relevant de la nomenclature des installations classées n'était exercée sur place le jour de l'inspection.

Il ressort que l'établissement a été fermé en 2015 au Registre du commerce et des sociétés (RCS).

L'inspection des installations classées n'avait pas été informée de l'arrêt des activités de la société HFM et aucune démarche de déclaration de cessation d'activité au sens des articles L. 512-7-6 et R. 512-46-25 à R. 512-46-28 n'a été engagée par la société.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet